

Éditorial À l'aide!

André Lavoie

Volume 13, Number 3, Summer 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/33880ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (print)

1923-3221 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lavoie, A. (1994). Éditorial : à l'aide! *Ciné-Bulles*, 13(3), 2-3.

À l'aide!

par André Lavoie

Pour tromper l'ennui, la cinématographie québécoise, à défaut de tourner à plein régime, semble retrouver un certain culot, une nouvelle jeunesse, mais celle-ci ne s'affiche pas nécessairement sur les écrans. La voilà qui monte aux barricades, fait la une des journaux et oblige politiciens et fonctionnaires à revoir leurs agendas pour se pencher sur son cas. Depuis quelques mois, elle est l'objet d'une constante sollicitude grâce aux efforts du milieu qui maîtrise admirablement bien toutes les ficelles du vaste domaine des relations publiques et du marketing. Pas besoin d'examiner longuement les succès de **Matusalem** de Roger Cantin et de **Louis 19, le roi des ondes** de Michel Poulette pour se convaincre qu'un tel talent ne pousse pas dans les arbres mais s'enracine de plus en plus au cœur même de l'industrie.

Sachant que le tapage médiatique est essentiel pour qu'une cause — juste ou non, ceci est un autre débat — puisse exister et surtout, se voir plébisciter, une bonne connaissance de la musique est requise pour celui qui s'aventure sur le terrain glissant de la controverse et des lettres ouvertes. Cela donne parfois des résultats cacophoniques mais souvent, pour ceux qui savent se tirer d'affaire, le jeu en vaut la chandelle. Parlez-en à Roger Frappier de Max Films qui nous a tous fait fondre en larmes devant le sort infligé à **Trente-deux Films brefs sur Glenn Gould** de François Girard. Après quelques Génies et un film-concert avec Peter Gabriel, la carrière de Girard et celle de son film vont bon train.

Mais nul besoin d'être un richissime producteur pour se faire entendre et lorsque l'on se bat pour sa survie,

nécessité fait loi, c'est bien connu. N'ayant pas les moyens d'engager une armée de relationnistes à la dent longue et aux griffes aiguës, quelques cinéastes n'ont pas attendu de voir leur maison réduite en cendres pour appeler les pompiers. Ceux qui suivent l'actualité cinématographique québécoise, même à vol d'oiseau, ont pu assister, le printemps dernier, à une bataille rangée entre une poignée de cinéastes qui réalisent des films avec quelques sous et beaucoup de foi, et un empire en déclin, l'Office national du film (O.N.F.). Dans le but de rationaliser ses opérations et de faire face à de nouvelles coupures imposées par un gouvernement fédéral que personne n'a élu sur la base de ses promesses en matière culturelle, l'O.N.F. a eu la curieuse idée de couper l'herbe sous le pied d'Arlette Dion, responsable de l'Aide au cinéma indépendant (ACIC). Pour Yves Simoneau ou Denis Héroux, la nouvelle n'a eu que peu d'effets mais pour tous les cinéastes qui ne peuvent compter que sur les quelques sous du Conseil des arts du Canada et du programme Jeunes créateurs de la Société générale des industries culturelles, le ciel venait ni plus ni moins de leur tomber sur la tête.

Sans crier gare, on retirait à une poignée de cinéastes indépendants le droit de terminer, dans des conditions acceptables, un film qu'ils avaient tourné de peine et de misère. Car l'ACIC, et ce depuis plus 10 ans, permettait à ces cinéastes de profiter des services et laboratoires de l'O.N.F. lorsque ceux-ci n'étaient pas réquisitionnés pour les productions maison. En fait, aux yeux de Claude Bonin, directeur du programme français de l'O.N.F., le principe, malgré le démantèlement de l'ACIC, demeurait intact. Plutôt que de maintenir en place une seule interlocutrice, les cinéastes devraient dorénavant courir d'un studio à l'autre pour obtenir auprès des producteurs de l'organisme quelques miettes de services.

C'est dans ce contexte de crise qu'il faut comprendre la naissance spontanée du groupe de pression Ipso Facto. Composé de Jeanne Crépeau, Martin Paul-Hus, Olivier Asselin et Sylvain Lespérance, Ipso Facto s'est fait rapidement le porte-voix de cet impressionnant mouvement de protestation. Et pour quiconque a déjà arpenté les sinueux corridors de l'O.N.F. et s'est frotté aux complexités de sa bureaucratie toute kafkaïenne, il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres devant ces nouvelles règles du jeu complètement tordues. Même les plus aguerris ne s'y retrouveraient pas. Et ils l'ont bien reconnu puisque des réalisateurs aussi disparates que Jean Pierre Lefebvre, Denys Arcand, Anne Claire Poirier et Micheline Lanctôt — son **Deux Actrices**

«On a beau être très sympathique aux cinéastes indépendants, on doit cependant se demander ce que l'O.N.F. fait dans la galère du financement des productions extérieures. À quoi sert-il de se donner de grandes institutions culturelles, si c'est pour leur demander ensuite de s'occuper de tout et de rien. À ce que je sache, la mission de l'O.N.F. est de produire des documentaires et des films d'animation. Il y a des producteurs et des réalisateurs payés à temps plein pour faire ce boulot. S'ils ne le font pas correctement, alors qu'on le dise et qu'on revoie de fond en comble l'idée même d'avoir un Office.»

(Daniel Latouche, «Un zoo la nuit comme le jour», Le Devoir, samedi 10 avril 1994)

a vu le jour grâce au soutien de l'ACIC — se sont également opposés à ce «réalignement» qui n'aurait plu qu'à Daniel Johnson.

La situation est telle, à l'O.N.F. et dans pratiquement tous les autres organismes d'État, que l'on en vient à admirer la plus petite coupure comme un grand pas dans la lutte au déficit. Voilà que, faisant fi du gros bon sens, nos administrateurs, pris d'une rage subite de tout bazarder au plus offrant, posent des gestes sans doute bien intentionnés mais à courte vue. La machine gouvernementale dans son ensemble apparaît souvent comme un navire sans capitaine ni gouvernail. L'arrivée au pouvoir des Libéraux à Ottawa et le départ imminent d'un gouvernement provincial au pouvoir depuis trop longtemps n'aident en rien la cause des organismes culturels; les changements de régime ne sont pas qu'échanges de petits cadeaux pour services rendus...

Il faut comprendre la colère de tous ces cinéastes confrontés à une situation économique de plus en plus difficile, obligés de multiplier les tours de passe-passe pour arriver à tourner un film, et pas vraiment celui qu'ils avaient prévu au départ... Et lorsqu'ils assistent, impuissants comme nous tous, à la dilapidation des fonds publics pour soutenir des producteurs sans scrupules et des fonctionnaires en mal d'évasion à l'étranger, ils sentent bien qu'il y a quelque chose de pourri dans ce royaume qui pourrait se nommer Danemark.

Certains hasards ne trompent pas: pendant qu'Ipsos Facto brassait la cage de l'O.N.F., Téléfilm Canada se retrouvait également sous le feu des projecteurs pour avoir pratiquement donné un chèque en blanc au producteur Claude Héroux pour ce coûteux *Bye Bye* que fut la série *René Lévesque*. L'indépendance a un prix, énorme et parfois lourd à assumer, mais pourquoi faut-il toujours refiler la facture à ceux qui s'en réclament? Les cinéastes indépendants seraient-ils devenus les chômeurs et les assistés sociaux de l'industrie, ceux sur qui l'on jette l'opprobre et qu'on traîne comme un boulet au pied de la sacro-sainte rentabilité?

Le milieu cinématographique a donc eu raison de s'indigner de ce retrait en douce de près de 600 000\$ — une misère, croyez-moi — qu'investit l'O.N.F. chaque année pour la production indépendante. Ces sommes, offertes en services, permettent à des dizaines de productions de voir le jour et le cinéma indépendant représente, au total, 30 p. 100 de la production québécoise annuelle. Signez l'arrêt de mort de ce programme et les autres ne tarderont pas

à devenir totalement inefficaces. L'année suivante, parcourez le programme des Rendez-vous du cinéma québécois et celui du Festival du court métrage: vous n'y verrez qu'un immense vide que les *Matusalem* et autres *Love and Human Remains* ne pourront jamais combler.

La grogne des cinéastes, après une pluie de communiqués et une occupation fort remarquée au Centre O.N.F., a eu raison des «bonnes intentions» de Claude Bonin; Arlette Dion a pu reprendre les rênes de l'ACIC et on a vite oublié cette idée de décentralisation qui ressemblait plutôt à un délestage. Certains ont qualifié cette volte-face de grande victoire et d'autres, moins portés sur le triomphalisme ronflant, se sont contentés d'y voir un juste retour à la normale, à la raison. Les cinéastes indépendants, qu'ils soient jeunes, comme Stéphane Laporte ou voulant le rester, comme Micheline Lanctôt, pourront bénéficier de l'écoute d'une seule interlocutrice pour éviter de se perdre dans les dédales du bunker de la Côte-de-Liesse.

Mais rien ne semble définitivement résolu si l'on ne fait que maintenir ce statu quo inconfortable entre une institution qui se cherche un second souffle et une cinématographie en perpétuelle redéfinition. Le problème demeure donc entier si les cinéastes continuent à tourner, plus souvent qu'autrement, en circuit fermé et dans un «genre», le court et moyen métrage, vu comme banc d'essai et condamné à la clandestinité. Car la visibilité est réduite, parfois même nulle, sur l'autoroute des écrans de télévision et de cinéma. Mis à part les festivals et le Cinéma Parallèle, la production indépendante se voit marginalisée d'un bout à l'autre de la chaîne et la nouvelle bataille d'Ipsos Facto et de ses troupes ne devrait pas se terminer avec le maintien de ce statu quo. Pourquoi les salles commerciales ne présentent-elles presque plus de courts métrages en début de programme?, pourquoi Radio-Canada accorde-t-elle sous et temps d'antenne aux marionnettes illettrées de *Fred et cie* pour causer culture alors que ses véritables émissions culturelles se font de moins en moins nombreuses et de moins en moins ouvertes au cinéma québécois?, pourquoi ne cesse-t-on de vanter l'audace de TV5 pour son *Kaléidoscope* qui ne dérange et n'étonne personne parce que confiné à égayé nos beaux samedis soirs?

L'ACIC n'a heureusement pas rendu son dernier souffle. Mais il faudra plus qu'un masque à oxygène pour que le cinéma indépendant puisse véritablement respirer. ■

«Il y a des imposteurs à l'Office. Des gens qui n'ont aucune vision, qui se contentent de faire rouler à vide le système. Des gens qui se lèvent un matin et qui se disent: «Tiens, évaporons l'Aide au cinéma indépendant, ça sera toujours ça de fait.» Idées connes.

«C'est triste mais si on fait cela à l'ACIC, l'O.N.F. ne servira plus à rien. Et je réclame sa fermeture.» (Stéphane Laporte, «Suicide d'une institution», Voir, 14 au 20 avril 1994)